



CTB

RAPPORT FINAL

DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE RÉGIONAL DANS LES RÉGIONS DE TOMBOUCTOU, GAO ET KIDAL (PARADDER)

CODE DGCD : NN 3008318

CODE NAVISION : MLI 10 035 11 / MLI 09 029 1T

**CONVENTION DE DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPEENNE
N°2011 / 265-131**

TABLE DES MATIÈRES

1. INFORMATIONS DE BASE SUR LA PRESTATION	3
2. APPRECIATION	4
3. RÉSUMÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION.....	7
4. COMMENTAIRES ET ANALYSES.....	9
5. CONCLUSIONS	11
6. ANNEXES	13

1. INFORMATIONS DE BASE SUR LA PRESTATION

Pays	MALI
Secteur et sous –secteur CAD	
Institution nationale ou régionale chargée de l'exécution	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de l'aménagement du territoire (anciennement MATCL) Assemblée Régionale de Gao Assemblée Régionale de Kidal Assemblée régionale de Tombouctou
Agences d'exécution	CTB - Agence Belge de Développement
Nombre d'experts en coopération internationale de la CTB	2
Durée de la prestation (selon AS/CS)	48 mois
Date de démarrage de la prestation : Selon convention délégation UE Selon CS Belgique Effective	15/07/2011 12/09/2011 05/09/2011
Date de clôture de la prestation : Selon convention délégation UE Selon CS Belgique Effective	26/6/2017 11/9/2017 31/8/2013
Modalités de gestion de la prestation	Régie / Cogestion / Accords d'exécution
Budget total de la prestation : Union Européenne Belgique	7.800.000 EUR (+ 423.674 EUR contribution Mali) 6.000.000 EUR 1.800.000 EUR
Période couverte par le rapport	Septembre 2011 / Août 2013

Annexes	Oui	Non
1. Résumé des résultats	X	
2. Etat des dépenses	X	
3. Taux de déboursement de la prestation	X	
4. Personnel de la prestation	X	
5. Tableau des marchés et des contrats	X	
6. Liste des équipements acquis par la prestation (inventaire de clôture)	X	
7. Formations	X	
8. Bailleurs de fonds	X	
9. Rapport de vérification des dépenses	X	

2. APPRECIATION

	Responsable national de l'exécution (*)	Responsable CTB de l'exécution
PERTINENCE ¹ (cf. PRIMA, §70, p.19)		
1. Quelle est la pertinence de la prestation par rapport aux priorités nationales de développement?	X	1
2. Quelle est la pertinence de la prestation par rapport à la politique belge de développement?		
a) Genre	X	X
b) Environnement	X	X
c) Economie sociale	X	X
3. Les objectifs de la prestation étaient-ils toujours pertinents ?	X	2
4. La prestation a-t-elle répondu aux besoins des groupes cibles?	X	X
5. En fonction de ses objectifs, la prestation s'est-elle appuyée sur les organes locaux d'exécution appropriés?	X	2
1 - Très satisfaisant 2 - Satisfaisant 3 - Non satisfaisant, malgré certains éléments positifs 4 - Non satisfaisant X - Sans objet		

(*) Pas de responsable prévu dans le cadre de la présente prestation.

¹ Selon le PRIMA, §70, p.19, il s'agit "d'apprécier si les choix des objectifs, les choix des groupes cibles et des organes locaux d'exécution restent pertinents et cohérents par rapport aux principes généraux relatifs à une aide efficace et efficiente, ainsi que par rapport à l'application des politiques et stratégies locales, régionales, internationales et belges de développement ».

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
PERFORMANCE² (PRIMA, §71, pp.19-20)		
1. Les résultats obtenus par la prestation ont-ils contribué à la réalisation de ses objectifs ³ ? (efficacité)	X	X
2. Appréciez la qualité des résultats intermédiaires (efficacité)	X	X
3. Les modalités de gestion de la prestation ont-elle été appropriées? (efficacité)	X	X
4. Les ressources de la prestation ont-elles été suffisantes sur le plan de (efficience) :		
a. Ressources financières?	X	X
b. Ressources humaines ?	X	X
c. Matériel et équipements ?	X	X
5. Les ressources de la prestation ont-elles été utilisées efficacement et optimisées pour obtenir les résultats attendus? (efficience)	X	X
6. La prestation a-t-elle été satisfaisante sur le plan coût-efficacité par rapport à des interventions similaires? (efficience)	X	X
7. Sur base du planning d'exécution, appréciez la rapidité d'exécution de la prestation. (respect des délais)	X	X

(1) Très satisfaisant (2) Satisfaisant (3) Non satisfaisant, malgré certains éléments positifs (4) Non satisfaisant (X) - Sans objet

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
Appréciation globale de la prestation	X	X

² Selon le PRIMA, §71, pp. 19-20, il convient « d'apprécier et de mesurer les performances convenues dans les phases de préparation selon les 4 critères et les indicateurs établis pendant la formulation. (Les 4 critères sont efficacité, efficience, respect des délais et qualité du personnel).

³ voir annexe 1 pour plus de détails

Explication des éléments d'appréciation :

La prestation s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre de la troisième phase du Programme National d'Appui aux Collectivités Territoriales (PNACT 3), en cohérence avec le cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté et le document cadre de politique nationale de décentralisation. Dans le cadre du partenariat entre la République du Mali (à travers le MATCL, ministère en charge de la décentralisation et de l'aménagement du territoire), l'Union Européenne et le Royaume de Belgique à travers la CTB, l'intervention visait spécifiquement un soutien à l'atteinte du résultat 5 du PNACT pour les trois régions du Nord Mali, à savoir que les régions de Gao, Tombouctou et Kidal contribuent mieux au développement économique territorial.

En ce sens, l'intervention au plan de ses objectifs était pertinente par rapport aux priorités nationales de développement. De même le principe de responsabiliser les Assemblées Régionales de Gao, Kidal et Tombouctou en tant que « *porte d'entrée du projet* » et la mise à disposition à ces dernières d'une assistance technique placée au sein de leurs services (techniques) étaient également pertinents au regard de la stratégie pour le renforcement des capacités des collectivités régions définie par le MATCL et le cadre organisationnel des appuis des partenaires au développement régional adopté lors de l'atelier national organisé à Ségou en avril 2010.

Le programme a démarré en septembre 2011 mais a été rapidement confronté aux problèmes d'insécurité dans les régions d'intervention (à partir du mois de novembre 2011). A partir du mois de janvier 2012, les attaques de la rébellion touareg, soutenues par des groupes armés islamiques « djihadistes », ont embrasé les régions du Nord Mali et ont abouti à la prise de contrôle par ces groupes des régions de Gao, Kidal et Tombouctou, zone d'intervention du projet.

Compte tenu de cette situation, le projet n'a pas été en mesure de montrer ses performances et à compter du mois de janvier 2012 n'était plus en mesure d'atteindre des résultats. De fait, la convention de délégation avec l'Union Européenne a été résiliée à compter du 1^{er} mai 2012, entraînant la clôture prématurée du projet. Dans ce contexte, au regard des financements engagées (principalement des frais de fonctionnement) l'efficacité de l'intervention ne peut pas être appréciée.

Responsable CTB de l'exécution

Eric VERCAUTEREN

3. RÉSUMÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION

1. Rappel des objectifs et des résultats intermédiaires de la prestation

Le projet DER Nord Mali a pour objectif global de « **contribuer au développement économique des régions du Nord du Mali comme facteur important de stabilité et de paix dans la sous-région** ».

Son objectif spécifique est « **le développement économique régional est piloté par les Assemblées Régionales dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal** ».

Pour atteindre cet objectif, trois résultats ont été retenus sur la base des priorités telles qu'elles ont été identifiées lors de l'atelier national sur le Développement Economique Régional tenu à Ségou en avril 2010. Ces résultats intermédiaires sont :

Résultat 1 : Les performances des Assemblées Régionales en matière de formulation de stratégies DER pertinentes et de sélection de projets et d'actions dont l'impact sur l'économie régionale sera le plus efficace, le plus rapide et le plus durable sont améliorées.

Résultat 2 : Les performances des Assemblées Régionales en matière de réalisation et de gestion, directement ou en partenariat, des projets & actions retenus sont améliorées.

Résultat 3 : Les capacités des Assemblées Régionales à assurer le leadership au niveau régional et le plaidoyer au niveau national sont renforcées.

Les principales activités prévues s'inscrivent dans une logique d'appui à la maîtrise d'ouvrage des trois Assemblées Régionales et concernent :

- L'amélioration des capacités des services propres de l'Assemblée régionale pour une gestion concertée et coordonnée du développement de la Région ;
- La consolidation du schéma régional de développement et d'aménagement du territoire et du plan stratégique de développement régional à travers l'élaboration de profils territoriaux, l'identification des filières économiques prioritaires d'intérêt régional, ainsi que l'identification et la priorisation des projets structurants ;
- La formulation d'une stratégie de Développement Economique Régional et sa mise en œuvre sous maîtrise d'ouvrage par l'Assemblée Régionale à travers des contrats plans/projets avec l'Etat;
- Le renforcement des acteurs économiques des systèmes productifs locaux prioritaires à travers la réalisation d'actions de renforcement de leurs capacités, la préparation et la réalisation de projets d'investissement et le suivi de leurs performances ;
- La promotion de la Région et de son potentiel économique.

A l'occasion de l'étude de référence, il était prévu une relecture du cadre logique, et éventuellement sa reformulation partielle, en vue d'adapter l'intervention à l'évolution de son contexte depuis la formulation. Les termes de référence avaient été partagés avec les Assemblées Régionales. Toutefois, compte tenu des événements, le marché de prestation a été annulé et l'étude non exécutée. En conséquence, les objectifs, les résultats intermédiaires et les activités n'ont pas été modifiés.

2. Dans quelle mesure l'objectif spécifique de la prestation a-t-il été atteint, en fonction des indicateurs retenus ?

Compte tenu des évènements, l'étude de référence qui devait définir les indicateurs d'impact n'a pas été réalisée.

3. Dans quelle mesure les résultats intermédiaires de la prestation ont-ils été atteints, en fonction des indicateurs retenus ?

Compte tenu des évènements, l'étude de référence qui devait définir les indicateurs de performances n'a pas été réalisée.

4. Décrivez le système de suivi-évaluation qui a été mis en place lors de la mise en œuvre de la prestation.

Compte tenu des évènements, l'étude de référence qui devait définir le système de suivi/évaluation du projet n'a pas été réalisée.

4. COMMENTAIRES ET ANALYSES

1. problèmes et questions ayant influencé l'exécution de la prestation : stratégie de résolution et de réponse.

Le programme a démarré en septembre 2011 mais a été rapidement confronté aux problèmes d'insécurité dans les régions d'intervention. A partir du mois de novembre 2011, les conditions sécuritaires dans les régions de Gao, Kidal et Tombouctou se sont dégradées (vols de voiture à main armée, des actes de banditismes sur les routes et avec enlèvements de ressortissants occidentaux) Cette situation a interdit toutes missions des cadres techniques internationaux du projet (UCAT) mais également de consultants internationaux « occidentaux ».

Avec le retour de Lybie de combattants en arme originaires des régions du Nord Mali (suite à la chute du régime du Colonel Kadhafi), les vellétés indépendantistes au Nord Mali (rébellion touareg) reprennent avec le 17 janvier 2012 l'attaque par les combattants du Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA) de la garnison militaire de Ménaka (Région de Gao) et le 18 janvier l'attaque des camps militaires situés à Aguelhok et Tessalit (Région de Kidal). A partir de ce moment, les combats et les attaques embrasent les régions du Nord Mali.

Avec le coup d'état du 22 mars 2012, le MNLA et les groupes islamistes djihadistes ont profité de la situation pour accentuer les combats au Nord Mali. Les régions de Gao, Kidal et Tombouctou (et une partie de la région de Mopti) constituant l'Azaouad (selon le MNLA), sont aux mains de la rébellion touareg à partir du 31 mars 2012. Le 4 avril 2012 le MNLA met fin unilatéralement aux opérations militaires.

Face à l'évolution rapide du contexte de l'intervention depuis son lancement, les mesures prises ont été les suivantes :

- 18/01/2012 : suite aux premières attaques, maintient sur Bamako de l'assistant technique national en poste à Kidal ;
- 23/01/2012 : courrier de la CTB au chef de coopération de la Délégation de l'Union Européenne (DUE) invoquant le cas de force majeure et la suspension des activités dans la région de Kidal pour une durée indéterminée ;
- 26/01/2012 : rencontre CTB/DUE concernant la situation sécuritaire au Nord Mali et plus particulièrement dans la région de Kidal ;
- 2/02/2012 : courrier de la DUE à la CTB actant une suspension temporaire des activités dans la Région de Kidal pour cas de force majeure et proposant une réévaluation de la situation dans la deuxième quinzaine du mois de mai ;
- 2/02/2012 : réunion de sécurité de la CTB à Bruxelles décidant, compte tenu de la multiplication des attaques et de l'augmentation des mouvements militaires au Nord Mali, l'évacuation d'urgence et du redéploiement sur Bamako des assistants techniques nationaux (et de leurs familles) qui le souhaitent ;
- 7/02/2012 : courrier de la CTB au chef de coopération de la Délégation de l'Union Européenne (DUE) invoquant l'extension du cas de force majeure et la suspension des activités dans les régions de Gao et Tombouctou pour une durée restant à déterminer ;

- 10/02/2012 : évacuation sur Bamako des assistants techniques nationaux encore en poste à Tombouctou et Gao.
- 27/03/2012 : Parallèlement aux décisions de la commission européenne, la Belgique suspend sa coopération avec le Mali suite au coup d'état ;
- 16/04/2012 : courrier de la DUE à la CTB résiliant la convention de délégation N°2011/265-131 relative à l'appui au DER auprès des Assemblées régionales de Tombouctou, Gao et Kidal à compter du 1^{er} mai 2012.
- 06/07/2012 : note verbale concernant la dénonciation unilatérale par la Belgique de la Convention Spécifique du 12/09/2011, conformément à son article 12.3.

2. Causes des écarts par rapport aux résultats attendus

Le Document Technique et Administratif posait comme conditions (hypothèses) pour l'atteinte des résultats (et des objectifs), notamment la stabilité dans les régions de Gao, Kidal et Tombouctou. La dégradation des conditions sécuritaires dès le lancement de l'intervention, puis ensuite la crise politique et la prise de contrôle par le MNLA et ses alliés des trois régions d'intervention expliquent qu'aucun résultat n'ait été atteint.

3. Leçons de l'expérience de la prestation.

Compte tenu de la durée très limitée de l'intervention qui n'a pas pu aller au-delà de sa phase de lancement, peu d'activités ont été engagées et conduites à terme. Dès-lors, aucune leçon d'expérience ne peut être tirée de la prestation aux plans de l'impact et de la durabilité des résultats.

4. Perception de la prestation par les groupes cibles.

La prestation n'ayant pas été exécutée, sa perception par les groupes cibles ne peut être appréciée.

Toutefois, les premiers échanges et séances de travail avec les Conseils Régionaux ont montré un grand intérêt et une grande attente quant à la démarche d'inclusion des équipes d'appui au sein de leurs services, mais aussi et surtout une grande réticence aux modalités de la cogestion (grande inquiétude concernant le cadre procédural d'exécution - délais des procédures).

5. Résultats et recommandations du suivi-évaluation et des éventuels audits et contrôles

Aucune mission de suivi/évaluation ou de monitoring n'a pu être réalisée.

Des contrôles ont été menés dans le cadre du système de contrôle interne de la CTB, notamment à l'occasion de la préparation des engagements (avis de non objection quant à l'opportunité de la dépense, au respect des procédures...), de leur signature (double signature) et de la clôture mensuelle des comptabilités (validation des écritures, des imputations, des pièces justificatives, du respect des procédures...), conformément aux procédures et modalités de gestion juridique, administrative et financière en vigueur à la CTB.

Une mission de vérification des dépenses dans le cadre de la convention de délégation N°2011/265-131 a été confiée au bureau de vérification BDO. La vérification des

dépenses a été réalisée en application de la norme International Standard on Related Services (ISRS) 4400 Engagements to perform Agreed-upon Procedures regarding Financial Information, éditée par l'International Federation of Accountants (IFAC). Cette vérification a porté sur les dépenses enregistrées au 31/05/2012 pour un montant de 387.821 EUR. Le ratio de couverture des contrôles a été de 65% de la totalité des dépenses de l'action.

Le rapport de vérification est donné en annexe 9.

6. Recommandations pour la consolidation et l'appropriation de l'après-projet

Sans objet

5. Conclusions

Compte tenu des événements survenus dans les Régions du Nord Mali, zone d'intervention du projet, et la crise politique et institutionnelle (en voie de résolution avec l'organisation des élections présidentielles) l'intervention a été suspendue en février 2012 soit 5 mois après son démarrage effectif.

Afin de permettre le transfert à la DGCT / MATDAT des matériels et équipements acquis par la CTB pour le compte de l'intervention la convention a été prorogée jusqu'au 31 aout 2013.

Les matériels et les équipements acquis par la CTB pour l'intervention ont été transférés à la DGCT/MATDAT conformément aux dispositions convenues avec la Délégation de l'Union Européenne en accord avec le bureau de coopération de l'Ambassade de Belgique à Bamako. L'inventaire de clôture, l'acte de transfert (PV de remise) à la DGCT et la fiche d'inscription au patrimoine de l'Etat sont donnés en annexe 6.

Les dépenses directes éligibles réalisées au 31 aout 2013 totalisent 580.611,42 euros. Le rapport financier est donné en annexe 2 et leur imputation par bailleurs est donnée en annexe 3.

Depuis la suspension puis la résiliation de l'intervention en avril 2012, le contexte malien et la situation au Nord Mali ont fortement évolués. L'opération française « Serval » et la mission internationale de soutien au Mali (MISMA) ont permis de stopper les velléités des groupes islamistes djihadistes et au Mali de retrouver progressivement son intégrité territoriale.

Les élections présidentielles en cours vont permettre au Mali de se doter d'un Président légitime qui aura pour première tâche d'organiser les élections législatives mais surtout d'engager le processus de réconciliation et les pourparlers avec les représentants des populations du Nord Mali sur le statut des territoires du Nord Mali. Le retour à l'ordre constitutionnel va permettre au Mali de bénéficier des aides accordées lors de la conférence de Bruxelles pour mettre en œuvre le plan de relance économique durable du pays (PRED). Le PRED, outre les questions sécuritaires et de réforme de l'armée malienne, devra prendre en compte les éventuels accords conclus pour accompagner le processus de consolidation de la paix et de réhabilitation des services publics pour le

retour et le maintien des populations affectés par la crise au Nord Mali. Dans tous les cas, au regard de la dégradation du tissu économique et social, les besoins en financement seront très importants pour les régions du Nord Mali.

La relance du processus de décentralisation, et à travers elle la réforme de l'Etat, apparaît également comme une priorité du plan de relance durable du Mali et une des solutions pour le processus de paix et de réconciliation au Nord Mali. Le rôle des collectivités territoriales est important aujourd'hui pour la délivrance de services publics aux populations et leur présence a permis vraisemblablement au Mali de garder une certaine « cohésion » à l'heure où les institutions républicaines étaient affaiblies. Secteur prioritaire de la coopération Belge au Mali dans lequel elle dispose de plusieurs interventions et d'une expertise à différents niveaux (national, régional, local), la décentralisation est sans nul doute une réforme qui doit être poursuivie, accentuée et accompagnée dans la durée au Mali.

Responsable CTB de l'exécution
Eric VERCAUTEREN

6. ANNEXES

Annexes
Annexe 1 Résumé des résultats et des activités
Annexe 2 Etat des dépenses au 31 aout 2013
Annexe 3 Taux de déboursement de la prestation
Annexe 4 Personnel de la prestation
Annexe 5 Tableau des marchés et des contrats
Annexe 6 Liste des équipements acquis par la prestation (inventaire de clôture) <i>6.1 Liste des équipements perdus</i> <i>6.2 Inventaire et procès verbal de remise des équipements à la DGCT / MATDAT</i> <i>6.3 Fiche d'enregistrement au patrimoine de l'Etat - MATDAT des équipements transférés</i>
Annexe 7 Formations
Annexe 8 Interventions des bailleurs de fonds
Annexe 9 Rapport de vérification des dépenses

ANNEXE 1. RÉSUMÉ DES RÉSULTATS ET DES ACTIVITÉS

OBJECTIF GLOBAL	INDICATEURS (PRÉVUS OU RÉALISÉS)	ETAT DE RÉALISATION
Contribuer au développement économique des régions du Nord du Mali comme facteur important de stabilité et de paix dans la sous-région.	Indice de pauvreté	Etude de référence non réalisée. Indicateurs non mesurés.
	Taux de croissance réelle du PIB au Prix du marché	
	Augmentation des revenus et l'(in)égalité régionale (données sexo-spécifiques)	
OBJECTIF SPECIFIQUE	INDICATEURS (PRÉVUS OU RÉALISÉS)	ETAT DE RÉALISATION
Le développement économique régional est piloté par les Assemblées Régionales dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal.	Connaissance par les acteurs régionaux et par la population du concept de développement durable et des projets réalisés par les CT	Etude de référence non réalisée. Indicateurs non mesurés.
	Prise en compte du DER dans les plans d'action, les initiatives des PTF et du secteur privé	
	Nombre et volume d'investissements privés attirés dans la région	
	Nombre d'utilisateurs/clients des investissements réalisés	
	% de projets viables en service sur les réalisations antérieures à 2 ans	

RESULTATS INTERMEDIAIRES	INDICATEURS (PRÉVUS OU RÉALISÉS)	ETAT DE RÉALISATION
R1 : Les performances des Assemblées Régionales en matière de formulation de stratégies DER pertinentes et de sélection de projets et d'actions dont l'impact sur l'économie régionale sera le plus efficace, le plus rapide et le plus durable sont améliorées.	Nombre de profils territoriaux élaborés	Etude de référence non réalisée. Indicateurs non mesurés. Compte tenu des éléments développés en point 2, 3, 4 et 5, aucune activité n'a pu être menée à terme. Les résultats n'ont donc pas pu être atteints.
	Les enjeux du DER sont identifiés dans 75% des cercles de la région	
	Nombre de contrats-Plan Etat-Région ; Evolution des montants	
R2 : Les performances des Assemblées Régionales en matière de réalisation et de gestion, directement ou en partenariat, des projets & actions retenus sont améliorées.	Nombre d'approbations des marchés publics sans réserve à tous les stades de processus par la DGMP	
	Nombre d'entreprises ayant été accompagnées par l'AR (études, chèques formation, ...)	
	Nombre, montant et évolution des projets DER initiés ou appuyés par l'AR	
	Qualité des investissements	
R3 : Les capacités des Assemblées Régionales à assurer le leadership au niveau régional et le plaidoyer au niveau national sont renforcées.	Evolution du nombre de visites du site web régional, nombre d'initiatives médiatiques de l'AR	
	Nombre de réunions du forum régional de concertation et de coordination	
	Nombre d'individus bénéficiaires d'actions de communication, évolution de la perception des enjeux du développement économique dans la région	

ACTIVITES PLANIFIEES	ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES
RESULTAT 1 : Les performances des Assemblées Régionales en matière de formulation de stratégies DER pertinentes et de sélection de projets et d'actions dont l'impact sur l'économie régionale sera le plus efficace, le plus rapide et le plus durable sont améliorées.	
Activité 1.1 : Enrichir le plan d'action issu du schéma régional de développement et d'aménagement du territoire : Elaborer des profils territoriaux sur les 3 domaines du développement durable au niveau des cercles et des régions	<u>Région de Gao :</u> • Etat des lieux / collecte des documents de planification régionale et locale (SRAT, PSDR, PDESC) ; • Elaboration document de synthèse PSDR ; <u>Région de Tombouctou :</u> • Etat des lieux / collecte des documents de planification régionale et locale (SRAT, PSDR, PDESC) ; <u>Région de Kidal :</u> • Etat des lieux / collecte des documents de planification régionale et locale (SRAT, PSDR, PDESC) ; • Elaboration document de synthèse PSDR ;
Activité 1.2 : Appuyer l'élaboration, par l'Assemblée régionale d'un plan d'actions structurantes de DER, issu du SRAT et du PASDR	<u>Région de Tombouctou :</u> • Appui à l'Assemblée Régionale pour l'organisation du CROCSAD en vue de valider les APS des projets structurants pour financement par le PARADDER ;
Activité 1.3: Appuyer l'élaboration, la négociation et la mise en œuvre d'un « contrat plan » entre l'Etat et l'Assemblée régionale.	• Contribution à l'élaboration du projet de contrat de projets Etat – Région (appui à la cellule DER de la DNCT) ; • Participation aux réunions du CNADER et du CNO pour la validation du projet de contrat de projets Etat- Région ;

RESULTAT 2 : Les performances des Assemblées Régionales en matière de réalisation et de gestion, directement ou en partenariat, des projets & actions retenus sont améliorées.	
Activité 2.1: Accompagner l'AR pour l'émergence de systèmes productifs locaux et l'accompagnement des acteurs économiques	Aucune action engagée pour cette activité.
Activité 2.2: Accompagner les Assemblées Régionales dans la préparation, mise en œuvre et la maîtrise d'ouvrage des projets structurants financés par le PARADDER	<u>Région de Gao :</u> - Collecte des documents de référence, examen et appui/conseil à l'AR pour le projet structurant « périmètre agricole à Gao » ; <u>Région de Tombouctou :</u> - Collecte des documents de référence, examen et appui/conseil à l'AR pour les projets structurants : « aménagements hydro-agricoles du lac Horo » et « Production d'énergie éolienne à Tombouctou ». <u>Région de Kidal :</u> - Collecte des documents de référence, examen et appui/conseil à l'AR pour les projets structurant : « adduction d'eau potable à Kidal » et « barrage souterrain à Kidal » ;
Activité 2.3: Appuyer l'instruction et la réalisation des projets financés sur le Fonds d'impulsion DER sous maîtrise d'ouvrage des Collectivités territoriales.	Aucune action engagée pour cette activité.
Activités 2.4: Mettre en place un système de suivi des performances des investissements	<u>Région de Gao :</u> - Appui à l'AR pour l'élaboration des termes de référence pour le suivi des investissements régionaux en gestion déléguée ; <u>Région de Tombouctou :</u> - Appui à l'AR pour l'élaboration des termes de référence pour le suivi des investissements régionaux en gestion déléguée ;
Activité 2.5: Promouvoir le potentiel économique de la Région.	Aucune action engagée pour cette activité.

R3 : Les capacités des Assemblées Régionales à assurer le leadership au niveau régional et le plaidoyer au niveau national sont renforcées.	
Activité 3.1 : renforcer les services propres de l'assemblée régionale, ses capacités de coordination, de pilotage et d'impulsion.	• Etat des lieux de l'organisation et du fonctionnement des AR de Gao, Kidal et Tombouctou ; • Evaluation organisationnelle et de la performance financière des AR de Gao et Tombouctou ; • Projet de termes de référence pour la formation en informatique des agents des AR de Gao, Kidal et Tombouctou ; • Projet de termes de référence pour la formation aux procédures de gestion des marchés publics de l'AR de Gao ; • Projet de termes de référence pour l'élaboration du plan de communication des AR de Gao, Kidal et Tombouctou ; • Projet de termes de référence pour une mission préparatoire au voyage d'échanges et d'étude des AR de Gao, Kidal et Tombouctou dans les autres régions du Mali ; • Avant-projet de manuel de procédures administratives et comptables de l'AR de Gao ;
Activité 3.2 : assurer la coordination entre les acteurs et des modalités de coordination plus efficaces.	Aucune action engagée pour cette activité.
Activité 3.3 : animer/sensibiliser et informer les acteurs (intra-)régionaux, le grand public et particulièrement la jeunesse sur les enjeux du développement durable	Aucune action engagée pour cette activité.

ANNEXE 2 : ETAT DES DEPENSES AU 31 AOUT 2013

Dépenses	BUDGET DTA	Dépenses réalisées au 31/08/2013	Solde budgétaire
1. RESSOURCES HUMAINES	2 561 137,00	342 866,08	2 218 270,92
1.1 Salaires personnel local	938 001,00	102 818,78	835 182,22
1.2 Salaires personnel expatrié/international	1 407 600,00	210 487,99	1 197 112,01
1.3 Per diem pour missions/voyages	215 536,00	29 559,31	186 101,82
2. VOYAGES	119 200,00	21 851,24	97 348,76
2.1. Voyages internationaux	55 000,00		55 000,00
2.2. Trajets locaux	64 200,00	21 851,24	42 348,76
3. EQUIPEMENT, MATERIEL ET FOURNITURES	303 443,00	138 927,29	164 515,71
3.1 Achat ou location de véhicules (Appui projet & Act 3.1)	192 843,00	112 000,30	80 842,70
3.2 Mobilier, matériel d'ordinateur	74 600,00	25 951,41	48 658,59
3.3 Groupes électrogènes AR	30 000,00		30 000,00
3.4 Thuraya AR	6 000,00	985,58	5 014,42
4. BUREAU LOCAL	646 800,00	55 815,94	590 984,06
4.1 Coût du/des véhicules	422 400,00	6 488,68	415 911,32
4.2 Location de bureaux	70 800,00	40 759,65	30 040,35
4.3 Consommables - Fournitures de bureau	43 200,00	4 567,47	38 632,53
4.4 Autres services (tél/fax, électricité/chauffage, maintenance)	110 400,00	4 000,14	106 399,86
5. AUTRES COÛTS ET SERVICES	922 380,00	11 169,62	911 210,38
5.1 Publications	114 000,00		114 000,00
5.2 Etudes, recherche	552 000,00		552 000,00
5.3 Coûts de vérification	68 000,00	9 334,03	58 665,97
5.4 Coûts d'évaluation	94 380,00	9,15	94 370,85
5.6 Services financiers (coûts de garantie bancaire, etc)	4 000,00	1 501,72	2 498,28
5.7 Coûts des conférences/séminaires	75 000,00		75 000,00
5.8 Actions de visibilité	15 000,00	324,72	14 675,28
6. AUTRE	2 700 670,00	9 981,25	2 690 688,75
6.1 Sécurité	334 000,00	6 969,39	327 030,61
6.2 Activité 1.1 : Elaboration profils territoriaux	72 000,00		72 000,00
6.3 Activité 1.2 : Plan d'action DER	165 000,00		165 000,00
6.4 Activité 1.3 : Elaboration contrat plan Etat / Région	12 000,00		12 000,00
6.5 Activité 2.1 : RC acteurs économiques	240 000,00		240 000,00
6.6 Activité 2.2 : Appui MO projets DER	143 040,00		143 040,00
6.7 Activité 2.3	918 250,00		918 250,00
6.9 Activité 2.4 : Suivi investissements régionaux	150 000,00		150 000,00
6.10 Activité 2.5 : Communication & promotion AR	150 000,00		150 000,00
6.11 Activité 3.1	138 380,00		138 380,00
6.12 Activité 3.2	240 000,00	3 011,86	236 988,14
6.13 Activité 3.3	138 000,00		138 000,00
7. Sous-total Coûts directs éligibles de l'Action (1.-6.)	7 253 630,00	580 611,42	6 673 018,58
8. Provision pour imprévus	153 847,00		153 847,00
9. Total Coûts directs éligibles de l'Action (7.+ 8.)	7 407 477,00	580 611,42	6 826 865,58
10. Coûts administratifs contribution UE*	392 523,00	30 766,60	361 756,40
11. Total des coûts éligibles (9 +10)	7 800 000,00	611 378,02	7 188 621,98

ANNEXE 3 : TAUX DE DÉBOURSEMENT DE LA PRESTATION

Source de financement	Budget cumulé (EUR)	Dépenses réelles cumulées (EUR)	Taux de dépensement cumulé	Observations
CONTRIBUTION UNION EUROPÉENNE	5.607.476,64	439.522,84	7,84 %	
COÛTS ADMINISTRATIFS CONTRIBUTION UE <i>(7% DES COÛTS ÉLIGIBLES UE)</i>	392 523,36	30.766,60	7,84 %	
CONTRIBUTION UNION EUROPÉENNE TOTALE	6.000.000,00	470.289,44	7,84 %	
CONTRIBUTION BELGE DIRECTE	1.800.000,00	141.088,58	7,84 %	
TOTAL	7.800.000,00	611.378,02	7,84 %	
CONTRIBUTION ETAT PARTENAIRE (MALI)	423.674,00	ND	ND	Contribution non estimée
TOTAL GENERAL	8.223.674,00	611.378,02	7,43 %	

ANNEXE 4 : PERSONNEL DE LA PRESTATION

NOM ET PRÉNOM	FONCTION	GENRE	DURÉE PRESTÉE	OBSERVATIONS
1. Personnel national mis à disposition par le Pays Partenaire				
Madame FANE Niagali COULIBALY :	Secrétaire de direction	F	Du 12 janvier au 30 avril 2012 (4 mois)	Mise à disposition par la DNCT
2. Personnel d'appui recruté localement				
Daouda KANTE	Chauffeur	H	Du 13 février au 31 juillet 2012 (7 mois)	Recruté à l'interne CTB Mali.
3. Personnel d'encadrement recruté localement				
Yacouba DIALLO	Conseiller Communication / Animation – AR Tombouctou	H	Du 5 septembre 2011 au 31 juillet 2012 (11 mois)	Confirmé dans ses fonctions après prolongation de la période d'essai.
Younoussa HAMARA	Conseiller Décentralisation / DER AR Gao et Kidal	H	Du 5 septembre 2011 au 31 juillet 2012 (11 mois)	Confirmé dans ses fonctions après la période d'essai. Réaffecter de Kidal à Gao.
Oumar SIDIBE	Conseiller Décentralisation / DER AR Tombouctou	H	Du 5 septembre 2011 au 4 mars 2012 (7 mois)	Non confirmé dans ses fonctions après prolongation de la période d'essai.
Bréhima THIERO	Conseiller Communication / Animation AR Gao	H	Du 5 septembre 2011 au 4 mars 2012 (7 mois)	Non confirmé dans ses fonctions après prolongation de la période d'essai.
Mamadou DIALLO	Conseiller Communication / Animation AR Kidal	H	Du 3 septembre 2011 au 29 février 2012 (6 mois)	Réaffecter sur un projet CTB après suspension des activités à Kidal.
Domo OUOLOGUEM	Responsable administratif adjoint.	H	Du 3 septembre 2011 au 31 juillet 2012 (11 mois)	Recruté à l'interne CTB Mali.

4. Expert en Coopération Internationale (CTB)				
Eric VERCAUTEREN	Assistant Technique UCAT Décentralisation et Développement Economique Régional / Délégué à la cogestion.	H	Du 3 octobre 2011 au 31 juillet 2012 (10 mois).	
Jérémy LESAGE	Responsable Administratif et Financier UCAT / Délégué à la cogestion.	H	Du 1 février 2012 au 31 juillet 2012 (6 mois).	

ANNEXE 5 : TABLEAU DES MARCHES ET DES CONTRATS

Réf. Projet	Mode de financement	Objet	Titulaire du contrat	Type de contrat	Montant engagement (en XOF)	Montant engagement (en EUROS)	Réf. registre des marchés	Statut
MLI1003511	REGIE	Contrat de Bail	LAHAOU KONE	Bail	38 400 000,00	58 540,42	MLI-DER-001	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Fourniture de matériels informatiques et Bureautique	Marché Infructueux	Fourniture			MLI-DER-002	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Fourniture d'une Berline Essence	CFAO Motors	Fourniture	9 100 091,46	13 873,00	MLI-DER-003	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Nettoyage des Bureaux du DER	La lavandière	Prestation	14 105 699,33	21 504,00	MLI-DER-004	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Fourniture d'une connexion à internet haut débit	Orange Mali	Prestation	6 432 314,34	9 806,00	MLI-DER-005	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Contrat de Gardiennage et de surveillance Bureau	SECURICOM	Prestation	12 000 000,00	18 293,88	MLI-DER-006	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Fourniture de 7 climatiseurs split et 1 réfrigérateur	ETS SEKOU SYLLA	Fourniture	2 555 608,00	3 896,00	MLI-DER-007	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Mise en état du reseau et câble internet	Iprocess Technologie	Prestation	435 000,00	663,15	MLI-DER-008	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Location véhicule fonctionnement UCAT Bamako	CFAO Motors	Prestation	2 100 000,00	3 201,43	MLI-DER-009	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Fourniture d'une photocopieuse laser multifonction	COMPUTECH SARL	Fourniture	3 302 088,00	5 034,00	MLI-DER-010	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Fourniture de Fournitures de bureau	Foutanké IT et Djyta IT	Fourniture	470 000,00	716,51	MLI-DER-011	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Fourniture d'une imprimante multifonction réseau	COMPUTECH SARL	Fourniture	1 247 500,00	1 901,80	MLI-DER-012	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Marché à commande Fournitures matériels informatiques (contrat cadre)	SYSTEMAT	Fourniture	8 280 702,77	12 623,85	MLI-DER-013	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Confection et fourniture de mobilier de bureau	Soumaïla COULIBALY	Fourniture	1 335 000,00	2 035,19	MLI-DER-014	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Marché à commande fourniture de 3 Toyota Hilux Double Cabin LAN25L-PRMDEN	TOYOTA Gibraltar Stockholding	Fourniture	57 739 834,34	88 023,81	MLI-DER-015	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Marché à commande fourniture de 3 Land Rover Defender 110 Station Wagon	RMA Automotive	Fourniture	52 476 560,00	80 000,00	MLI-DER-016	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Location de 2 véhicules 4X4 avec chauffeurs pendant 4 jours pour Bamako Tombouctou-Bamako et Bamako-Gao-Bamako	Ibrahima TRAORE AUTO-LOCATION	Prestation	520 000,00	792,73	MLI-DER-017	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Fourniture de 20 chaises visiteurs	ETS Fatogoma DEMBELE	Fourniture	500 000,00	762,25	MLI-DER-018	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Fourniture de 3 imprimantes multifonction	COMPUTECH SARL	Fourniture	1 470 000,00	2 241,00	MLI-DER-019	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Location véhicule fonctionnement ATNs Tombouctou	Mahamadou DIALLO	Prestation	2 400 000,00	3 658,78	MLI-DER-020	Clôturé

Réf. Projet	Mode de financement	Objet	Titulaire du contrat	Type de contrat	Montant engagement (en XOF)	Montant engagement (en EUROS)	Réf. registre des marchés	Statut
MLI1003511	REGIE	Location véhicule fonctionnement ATNs Gao	Société LAFIA	Prestation	2 370 000,00	3 613,04	MLI-DER-021	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Location véhicule fonctionnement ATNs Kidal	Amadou MAIGA	Prestation	2 700 000,00	4 116,12	MLI-DER-022	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Fourniture de 4 thuraya	GALAXY	Fourniture	3 130 226,80	4 772,00	MLI-DER-023	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Fourniture de 5 stabilisateurs électriques	ETS Mamadou WAGUE	Fourniture	214 000,00	326,24	MLI-DER-024	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Confection et fourniture de 3 armoires métalliques	EXCELL COMMERCE	Fourniture	360 000,00	548,82	MLI-DER-025	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Fourniture coffre-fort et appareil reliure	FAMIB SARL	Fourniture	470 000,00	716,51	MLI-DER-026	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Etude de référence du projet DER	Carol Majerowicz	Prestation	23 450 462,00	35 750,00	MLI-DER-027	Annulé
MLI1003511	REGIE	Assurance annuelle 3 land rover et 3 Pcik Up	Assurance COLINA	Prestation	3 404 140,00	5 189,58	MLI-DER-028	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Déménagement bureau DER / livraison équipement DER à structures désignées par UE	AGS	Prestation	2 400 000	3 658,78	GT N°688	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Entreposage équipement DER	SOMATRA SA	Prestation de 3 mois renouvelable	3 000 000	4 573,47	BC 12/0763	Clôturé
MLI1003511	REGIE	Assurance entrepôt loué	ALLIANZ Mali Assurances	Prestation	232 382	354 ,26	Police N°1/125402	Clôturé

**ANNEXE 6: LISTE DES EQUIPEMENTS ACQUIS PAR LA PRESTATION
(INVENTAIRE DE CLÔTURE)**

6.1 Liste des équipements perdus

**6.2 Inventaire et procès Verbal de remise des équipements à la DGCT /
MATDAT**

**6.3 Fiche d'enregistrement au patrimoine de l'Etat - MATDAT des équipements
transférés**

ANNEXE 6.1 : liste des équipements perdus (*)

Code		Désignation	Date d'acquisition	Montant CFA	Montant Euro	Nom du fournisseur
Equipement Informatique (EI)						
EI	2	Imprimante multifonction Laser Couleur SP3410	10/11/2011	420 000	640,29	COMPUTECH SARL
EI	3	Imprimante multifonction Laser Couleur SP3410	10/11/2011	420 000	640,29	COMPUTECH SARL
EI	4	Imprimante multifonction Laser Couleur SP3410	10/11/2011	420 000	640,29	COMPUTECH SARL
EI	7	Disque dur externe Western digital 1 TB Réf.:WDBAAU0010HBK-EESN	28/11/2011	45 379	69,18	SYSTEMAT
EI	11	Disque dur externe Western digital 1 TB Réf.:WDBAAU0010HBK-EESN	28/11/2011	45 379	69,18	SYSTEMAT
EI	24	Canon A800 numérique Réf: 5027B017	01/12/2011	43 234	65,91	SYSTEMAT
EI	26	Vidéo projecteur ACER P1200 - Réf.: K1601.001	01/12/2011	69 814	106,43	SYSTEMAT
EI	27	Vidéo projecteur ACER P1200 - Réf.: K1601.001	01/12/2011	69 814	106,43	SYSTEMAT
EI	28	Vidéo projecteur ACER P1200 - Réf.: K1601.001	01/12/2011	69 814	106,43	SYSTEMAT
Petit Matériel de Bureau (PMB)						
PMB	15	Stabilisateur 2000 VA	02/12/2011	32 000	49	Ets Mamadou Wagué
PMB	16	Stabilisateur 2000 VA	02/12/2011	32 000	49	Ets Mamadou Wagué
PMB	17	Stabilisateur 2000 VA	02/12/2011	32 000	49	Ets Mamadou Wagué
PMB	25	Rallonge MGE Protection Box 5 (BE/FR) - Réf.: 66932	01/12/2011	7 445	11	SYSTEMAT
PMB	29	Rallonge MGE Protection Box 5 (BE/FR) - Réf.: 66932	01/12/2011	7 445	11	SYSTEMAT
PMB	39	Router Ethernet avec Switch 4 ports - Firewal	09/01/2012	80 000	122	Bouctou Center
PMB	40	Router Ethernet avec Switch 4 ports - Firewal	09/01/2012	80 000	122	Bouctou Center
PMB	46	Souffleur électrique 700 W	12/01/2012	15 000	23	DIYTA Informatique
PMB	47	Souffleur électrique 700 W	12/01/2012	15 000	23	DIYTA Informatique

(*) Il s'agit des équipements qui n'ont pu être récupéré par la CTB à Kidal, Tombouctou et Gao suite aux événements survenus au Nord Mali.

ANNEXE 6.2 :

Inventaire et procès Verbal de remise des équipements à la DGCT / MATDAT



CTB



COMMISSION PAR
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT

.be

**PROCES VERBAL DE REMISE DE MATERIELS INFORMATIQUES
BUREAUTIQUES ET LOGISTIQUES A LA DIRECTION GENERALE**

DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (DGCT)

**DANS LE CADRE DU PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE REGIONAL DANS LES REGIONS
DE GAO, KIDAL ET TOMBOUCTOU DER – NORD MALI (PARADDER)**

Les matériels, équipements informatiques, bureautiques et logistiques suivant la liste en annexe sont définitivement transférés à la DGCT suite à la clôture du PARADER, convention de délégation n°2011/265-131, financé par l'Union Européenne et le Royaume de Belgique et mis en œuvre par la Coopération Technique Belge (CTB Mali).

Le Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire (MATDAT) s'engage à inscrire l'ensemble des équipements et matériels transférés dans le patrimoine de l'Etat Malien pour le compte de la DGCT. Une copie des Ordres d'Entrée de Matériel matérialisant cette prise en charge sera transmise par le MATDAT à la CTB Mali.

Le partenaire Malien exprime sa reconnaissance à l'endroit de l'Union Européenne et du Royaume de Belgique pour tous les efforts consentis dans le cadre du PARADER.

Fait à Bamako, le 10 juillet 2013, en trois exemplaires

Représentant de la CTB Prénom, Nom, fonction et Signature	Représentant du MATDAT Prénom, Nom, fonction et Signature	Représentant de la DGCT Prénom, Nom, fonction et Signature
<i>BAKARY DIARRÉ</i> Comptable Financier CTB NM <i>[Signature]</i>	<i>KASSIM SAMAKE</i> Comptable Matières Adjoint MATDAT <i>[Signature]</i>	<i>Brahima Coulibaly</i> Gestionnaire DGCT <i>[Signature]</i>

Annexe : l'inventaire des équipements et matériels



CTB MALI

AGENCE BELGE
DE DÉVELOPPEMENT

Projet d'Appui Institutionnel au Développement Economique Régional (DER - NORD MALI)

INVENTAIRE DES MATERIELS DU PROJET DER A LA DATE DU 31 MAI 2013

Cat.	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant CFA	Montant Euro	Nom du fournisseur	Cote comptable	Statut
Bureau A11										
EB 5	Climatiseur Split Sharp 2CV	SHARP	AH-A18LEVP	1101422	03/11/2011	333 226	508	ETS SEKOU SYLLA	604 090	Disponible
EB 16	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000	38	ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 17	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000	38	ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 18	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000	38	ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 33	Armoires métalliques 2 battants				01/12/2011	120 000	183	EXCELL COMMERCE	604 090	Disponible
EB 36	Table Bureau avec 3 Tiroirs indépendants sur roulette				05/12/2011	160 000	244	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 41	Etagère de rangement pour classeur chrono en bois				05/12/2011	75 000	114	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 45	Chaise bourrées en bois				05/12/2011	29 000	44	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 69	Table pour imprimante				03/02/2012	45 000	69	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EI 1	Imprimante multifonction Laser Couleur	Ricoh	SPC321SF	SS319100337	02/11/2011	520 000	792,73	COMPUTECH SARL	604 020	Disponible
EI 5	Disque dur externe Western digital 1 TB Réf.: WDBAAU0010HBK-EESN	WD		WCAZA8921448	28/11/2011	45 379	69,18	SYSTEMAT	604 020	Disponible
EI 14	Ordinateur portable DELL LATITUDE E5420 14"1	DELL	Latitude E5420	35633829385	01/12/2011	338 723	516,38	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 1.2	Perforateur KW -tno 9760				03/11/2011	6 000	9	DIYTA Informatique	603 210	Disponible
PMB 3	Calculatrice CASIO DM - 1200V	CASIO			03/11/2011	7 000	11	DIYTA Informatique	603 210	Disponible
PMB 13	Stabilisateur 2000 VA	AIRSTAR	ST -2000VA		22/11/2011	32 000	49	Ets Mamadou Wagué	604 090	Disponible
PMB 21	Rallonge MGE Protection Box 5 (BE/FR) - Réf.: 66932	ETN			01/12/2011	7 445	11	SYSTEMAT	604 020	Disponible
Bureau A12										
EB 1	Bureau avec 3 tiroirs mobiles				29/09/2011	190 000	290	ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 3	Fauteuil demi ministre semi-cuir avec basculant				29/09/2011	180 000	274	ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 8	Climatiseur Split Sharp 2CV	SHARP	AH-A18LEVP	1100522	03/11/2011	333 226	508	ETS SEKOU SYLLA	604 090	Disponible
EB 27	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000	38	ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 28	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000	38	ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 29	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000	38	ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 35	Armoires métalliques 2 battants				01/12/2011	120 000	183	EXCELL COMMERCE	604 090	Disponible
EB 70	Etagère de rangement pour classeur chrono en bois				03/02/2012	90 000	137	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible

67

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant CFA	Montant Euro	Nom du fournisseur	Code comptable	Statut
PMB 1.1	Perforateur KW -trio 9760				03/11/2011	6 000		9 DIYTA Informatique	603 210	Disponible
PMB 4	Calculatrice CASIO DM - 1200V	CASIO			03/11/2011	7 000		11 DIYTA Informatique	603 210	Disponible
Bureau Adjoint RAF										
EB 2	Bureau avec 3 tiroirs mobiles				29/09/2011	190 000		290 ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 4	Fauteuil demi ministre semi-cuir avant basculant				29/09/2011	180 000		274 ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 6	Climatiseur Split Sharp 2CV	SHARP	AH-A18LEVP	1103956	03/11/2011	333 226		508 ETS SEKOU SYLLA	604 090	Disponible
EB 13	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000		38 ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 14	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000		38 ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 15	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000		38 ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 34	Armoires métalliques 2 battants				01/12/2011	120 000		183 EXCELL COMMERCE	604 090	Disponible
EB 65	Coffre fort 150 KGS avec clé et combinaison				27/12/2012	300 000		457 FAMIB SARL	604 090	Disponible
EI 6	Disque dur externe Western digital 1 TB Réf.: WDBAAU0010HBK-EESN	WD		WCAZA867935	28/11/2011	45 379		69,18 SYSTEMAT	604 020	Disponible
EI 15	Ordinateur portable DELL LATITUDE E5420 14"1	DELL	Latitude E5420	35633876041	01/12/2011	338 723		516,38 SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 1	Perforateur KW -trio 9760				03/11/2011	6 000		9 DIYTA Informatique	603 210	Disponible
PMB 2	Calculatrice CASIO DM - 1200V	CASIO			03/11/2011	7 000		11 DIYTA Informatique	603 210	Disponible
EB 71	Caisse de Money	JIELISI			17/02/2012	30 000		46 Diyta Informatique	604 090	Disponible
Salle Internet										
EB 30	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000		38 ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 31	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000		38 ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 32	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000		38 ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 68	Table de bureau avec 3 tiroirs et 1 pose PC				03/02/2012	100 000		152 Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
PMB 5	COFFRET Mural 4U				03/11/2011	85 000		130 Iprocess Technologie	604 090	Disponible
PMB 6	Switch 24 ports	D-LINK	24 port	DS1024D	03/11/2011	55 000		84 Iprocess Technologie	604 090	Disponible
PMB 8	Onduleur APC 650 VA	APC			03/11/2011	70 000		107 Iprocess Technologie	604 090	Disponible
PMB 11	Stabilisateur 3000 VA Air star Automatic	YADONG	SVR-3000VA	DZ47-63 C16	22/11/2011	65 000		99 Ets Mamadou Wagué	604 090	Disponible
PMB 20	Combiné Téléphone SIEMENS	SIEMENS	Gigaset A400	C39280Z-04C707	29/11/2011	20 140		31 Orange Mali	603 210	Disponible
EB 72	Climatiseur Split Sharp 1,5CV	SHARP	AH-A12MEVP	1111903	02/04/2012	235 000		358 ETS SEKOU SYLLA	604 090	Disponible
Secrétariat										
EB 7	Climatiseur Split Sharp 2CV	SHARP	AH-A18LEVP	1103968	03/11/2011	333 226		508 ETS SEKOU SYLLA	604 090	Disponible
EB 12	Réfrigérateur Sharp 180 litres	SHARP	VR-01	N09769	03/11/2011	223 025		340 ETS SEKOU SYLLA	604 090	Disponible
EB 19	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000		38 ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 20	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000		38 ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible

32

X

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant CFA	Montant Euro	Nom du fournisseur	Codex comptable	Statut
EB 21	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000	38	ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 22	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000	38	ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 23	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000	38	ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 24	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000	38	ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 25	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000	38	ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 26	Chaise visiteur				14/11/2011	25 000	38	ETS Fatogoma DEMBELE	604 090	Disponible
EB 42	Etagère de rangement pour classeur chrono en bois				05/12/2011	75 000	114	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 43	Etagère de rangement pour classeur chrono en bois				05/12/2011	75 000	114	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 44	Table de réunion large				05/12/2011	80 000	122	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 46	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000	44	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 66	Copieur Multifonction Ricoh MP2852SP	RICOH	MP2852SP	W421KC01454	31/01/2012	3 302 088	5 034	Computech SARL	604 090	Disponible
EB 67	Table de bureau avec 3 tiroirs et 1 pose PC				03/02/2012	100 000	152	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EI 13	Disque dur externe Western digital 1 TB Réf.: WDBA0010HBK-EESN	WD		WCAZAAAB21386	28/11/2011	45 379	89,18	SYSTEMAT	604 020	Disponible
EI 22	Ordinateur portable DELL LATITUDE E5420 14"1	DELL	Latitude E5420	35634154681	01/12/2011	338 723	516,38	SYSTEMAT	604 020	Disponible
EI 29	Vidéo projecteur ACER P1200 - Réf.: K1801.001	ACER	ACERP1200	EYJC70100111024F25901	01/12/2011	69 814	106,43	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 10	Stabilisateur 3000 VA Air star Automatic	YADONG	SVR-3000VA	DZ47-63 C16	22/11/2011	65 000	99	Ets Mamadou Wagué	604 090	Disponible
PMB 12	Stabilisateur 3000 VA Air star Automatic	YADONG	SVR-3000VA	DZ47-63 C16	22/11/2011	65 000	99	Ets Mamadou Wagué	604 090	Disponible
PMB 18	Perfore Lieuse COMBIND C12	ACCO	C12 EU	XE01941P	27/12/2012	80 000	122	FAMIB SARL	604 090	Disponible
PMB 22	Rallonge MGE Protection Box 5 (BE/FR) - Réf.: 66932	ETN			01/12/2011	7 445	11	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 49	Calculatrice casio DJ -220-240	CASIO			02/03/2012	12 000	18	Foutanké Informatique	603 210	Disponible
Salle de Réunion										
EB 9	Climatiseur Split Sharp 2CV	SHARP	AH-A18LEVP	1101371	03/11/2011	333 226	508	ETS SEKOU SYLLA	604 090	Disponible
EB 37	Table de réunion				05/12/2011	72 500	111	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 38	Table de réunion				05/12/2011	72 500	111	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 39	Table de réunion				05/12/2011	72 500	111	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 40	Table de réunion				05/12/2011	72 500	111	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 47	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000	44	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 48	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000	44	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 49	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000	44	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 50	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000	44	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 51	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000	44	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 52	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000	44	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 53	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000	44	Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant CFA	Montant Euro	Nom du fournisseur	Code comptable	Statut
EB 54	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000		44 Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 55	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000		44 Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 56	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000		44 Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 57	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000		44 Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 58	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000		44 Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 59	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000		44 Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 60	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000		44 Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 61	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000		44 Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 62	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000		44 Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 63	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000		44 Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
EB 64	Chaise bourées en bois				05/12/2011	29 000		44 Soumaila COULIBALY	604 090	Disponible
PMB 7	Router Wifi	CISCO	VRT54G2V1	CSV01HC63431	03/11/2011	60 000		91 Iprocess Technologie	604 090	Disponible
PMB 9	Tableau Padex				22/11/2011	45 000		69 SS INFORMATIQUE	603 210	Disponible
PMB 14	Stabilisateur 2000 VA	AIRSTAR	ST-2000VA		22/11/2011	32 000		49 Ets Mamadou Wagué	604 090	Disponible
PMB 23	Rallonge MGE Protection Box 5 (BE/FR) - Réf.: 66932	ETN			01/12/2011	7 445		11 SYSTEMAT	604 020	Disponible
Salle de Réunion 2										
EB 11	Climatiseur Split Sharp 2CV	SHARP	AH-A18LEVP	1103977	03/11/2011	333 226		508 ETS SEKOU SYLLA	604 090	Disponible
Assemblée Régionale de l'empoucou										
PMB 39	Router Ethernet avec Switch 4 ports - Firewall				09/01/2012	80 000		122 Boutou Center	604 020	Perdu
PMB 40	Router Ethernet avec Switch 4 ports - Firewall				09/01/2012	80 000		122 Boutou Center	604 020	Perdu
Assemblée Régionale de Kidal										
PMB 17	Stabilisateur 2000 VA	AIRSTAR	ST-2000VA		02/12/2011	32 000		49 Ets Mamadou Wagué	604 090	Perdu
EI 4	Imprimante multifonction Laser Couleur SP3410	Richo	M017-27	S6918500512	10/11/2011	420 000		640,29 COMPUTECH SARL	604 020	Perdu
EI 28	Vidéo projecteur ACER P1200 - Réf.: K1601.001	ACER	ACERP1200	EYJC70100111024F25901	01/12/2011	69 814		106,43 SYSTEMAT	604 020	Perdu
PMB 29	Rallonge MGE Protection Box 5 (BE/FR) - Réf.: 66932	ETN			01/12/2011	7 445		11 SYSTEMAT	604 020	Perdu
CARLomboucou										
EI 2	Imprimante multifonction Laser Couleur SP3410	Richo	M017-27	S6918500514	10/11/2011	420 000		640,29 COMPUTECH SARL	604 020	Perdu
PMB 15	Stabilisateur 2000 VA	AIRSTAR	ST-2000VA		02/12/2011	32 000		49 Ets Mamadou Wagué	604 090	Perdu
EI 7	Disque dur externe Western digital 1 TB Réf.: WDBAAU0010HBK-EESN	WD		WCAZAA569492	28/11/2011	45 379		69,18 SYSTEMAT	604 020	Perdu
EI 24	Canon A800 numérique Réf: 502TB017	CANON	A800	5029801AA	01/12/2011	43 234		65,91 SYSTEMAT	604 020	Perdu
EI 27	Vidéo projecteur ACER P1200 - Réf.: K1601.001	ACER	ACERP1200	EYJC70100111024F25901	01/12/2011	69 814		106,43 SYSTEMAT	604 020	Perdu
PMB 25	Rallonge MGE Protection Box 5 (BE/FR) - Réf.: 66932	ETN			01/12/2011	7 445		11 SYSTEMAT	604 020	Perdu

28

7

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant CFA	Montant Euro	Nom du fournisseur	Code comptable	Statut
PMB 47	Souffleur électrique 700 W				12/01/2012	15 000		DIYTA Informatique	603 210	Perdu
CAR Gao										
EI 3	Imprimante multifonction Laser Couleur SP3410	Richo	M017-27	S6918500513	10/11/2011	420 000	640,29	COMPUTECH SARL	604 020	Disponible à Gao
PMB 16	Stabilisateur 2000 VA	AIRSTAR	ST-2000VA		02/12/2011	32 000	49	Els Mamadou Wagué	604 090	Disponible à Gao
EI 11	Disque dur externe Western digital 1 TB Réf.: WDBAAU0010HBK-EESN	WD		WCAZAC019145	28/11/2011	45 379	69,18	SYSTEMAT	604 020	Perdu
EI 20	Ordinateur portable DELL LATITUDE E5420 14"1	DELL	Latitude E5420	35634016009	01/12/2011	338 723	516,38	SYSTEMAT	604 020	Disponible
EI 23	Canon A800 numérique Réf: 5027B017	CANON	A800	273061034095	01/12/2011	43 234	65,91	SYSTEMAT	604 020	Disponible
EI 26	Vidéo projecteur ACER P1200 - Réf.: K1601.001	ACER	ACERP1200	EYJC701001111024F25901	01/12/2011	69 814	106,43	SYSTEMAT	604 020	Perdu
PMB 28	Rallonge MGE Protection Box 5 (BE/FR) - Réf.: 66932	ETN			01/12/2011	7 445	11	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 46	Souffleur électrique 700 W				12/01/2012	15 000		DIYTA Informatique	603 210	Perdu
CAR Kiga										
EI 18	Ordinateur portable DELL LATITUDE E5420 14"1	DELL	Latitude E5420	35633782729	01/12/2011	338 723	516,38	SYSTEMAT	604 020	Disponible
Magasin										
EB 10	Climatiseur Split Sharp 2CV	SHARP	AH-A18LEVP	110537	03/11/2011	333 226	508	ETS SEKOU SYLLA	604 090	Disponible
PMB 30	Batterie supplémentaire 9-Cell 97W/HR Li-Ion Réf.: 45111696	DELL			01/12/2011	29 479	45	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 31	Batterie supplémentaire 9-Cell 97W/HR Li-Ion Réf.: 45111696	DELL			01/12/2011	29 479	45	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 32	Batterie supplémentaire 9-Cell 97W/HR Li-Ion Réf.: 45111696	DELL			01/12/2011	29 479	45	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 33	Batterie supplémentaire 9-Cell 97W/HR Li-Ion Réf.: 45111696	DELL			01/12/2011	29 479	45	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 34	Batterie supplémentaire 9-Cell 97W/HR Li-Ion Réf.: 45111696	DELL			01/12/2011	29 479	45	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 35	Batterie supplémentaire 9-Cell 97W/HR Li-Ion Réf.: 45111696	DELL			01/12/2011	29 479	45	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 36	Batterie supplémentaire 9-Cell 97W/HR Li-Ion Réf.: 45111696	DELL			01/12/2011	29 479	45	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 37	Batterie supplémentaire 9-Cell 97W/HR Li-Ion Réf.: 45111696	DELL			01/12/2011	29 479	45	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 38	Batterie supplémentaire 9-Cell 97W/HR Li-Ion Réf.: 45111696	DELL			01/12/2011	29 479	45	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 41	Lampe ACER P1101/P1201	ACER	P1101/P1201	EC.JC600.001	10/01/2012	69 922	107	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 42	Lampe ACER P1101/P1201	ACER	P1101/P1201	EC.JC600.001	10/01/2012	69 922	107	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 43	Lampe ACER P1101/P1201	ACER	P1101/P1201	EC.JC600.001	10/01/2012	69 922	107	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 44	Lampe ACER P1101/P1201	ACER	P1101/P1201	EC.JC600.001	10/01/2012	69 922	107	SYSTEMAT	604 020	Disponible
EI 10	Disque dur externe Western digital 1 TB Réf.: WDBAAU0010HBK-EESN	WD		WCAZAA8900318	28/11/2011	45 379	69,18	SYSTEMAT	604 020	Disponible
EI 19	Ordinateur portable DELL LATITUDE E5420 14"1	DELL	Latitude E5420	35634108025	01/12/2011	338 723	516,38	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 27	Rallonge MGE Protection Box 5 (BE/FR) - Réf.: 66932	ETN			01/12/2011	7 445	11	SYSTEMAT	604 020	Disponible

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant CFA	Montant Euro	Nom du fournisseur	Code comptable	Statut
EI 8	Disque dur externe Western digital 1 TB Réf.: WDBAAU0010HBK-EESN	WD		WCAZAC011289	28/11/2011	45 379	69,18	SYSTEMAT	604 020	Disponible
EI 9	Disque dur externe Western digital 1 TB Réf.: WDBAAU0010HBK-EESN	WD		WCAZAA950114	28/11/2011	45 379	69,18	SYSTEMAT	604 020	Disponible
EI 17	Ordinateur portable DELL LATITUDE E5420 14"1	DELL	Latitude E5420	35634109321	01/12/2011	338 723	516,38	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 26	Rallonge MGE Protection Box 5 (BE/FR) - Réf.: 66932	ETN			01/12/2011	7 445	11	SYSTEMAT	604 020	Disponible
EI 25	Canon A800 numérique Réf: 50278017	CANON	A800	273061034098	01/12/2011	43 234	65,91	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 45	Souffleur électrique 700 W				12/01/2012	15 000	23	DIYTA Informatique	603 210	Disponible
PMB 48	Souffleur électrique 700 W				12/01/2012	15 000	23	DIYTA Informatique	603 210	Disponible
EI 16	Ordinateur portable DELL LATITUDE E5420 14"1	DELL	Latitude E5420	35633969313	01/12/2011	338 723	516,38	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 19	Appareil Dymo LabelManager	LabelManager	120P	40913	27/12/2012	90 000	137	FAMIB SARL	604 090	Disponible
EI 12	Disque dur externe Western digital 1 TB Réf.: WDBAAU0010HBK-EESN	WD		WCAZAA944267	28/11/2011	45 379	69,18	SYSTEMAT	604 020	Disponible
EI 21	Ordinateur portable DELL LATITUDE E5420 14"1	DELL	Latitude E5420	35634062665	01/12/2011	338 723	516,38	SYSTEMAT	604 020	Disponible
PMB 24	Rallonge MGE Protection Box 5 (BE/FR) - Réf.: 66932	ETN			01/12/2011	7 445	11	SYSTEMAT	604 020	Disponible
CIP										
Equipement Rodant										
ER 1	Land Rover Defender 110 Station Wagon + 1 cantine + 1 roue secours	Land Rover	Defender 110	SALLDHMT8BA821246	11/01/2012	18 318 695	27 927	RMA AUTOMOTIVE	604 010	Disponible
ER 2	Land Rover Defender 110 Station Wagon + 1 cantine + 1 roue secours	Land Rover	Defender 110	SALLDHMT8BA400814	11/01/2012	18 318 695	27 927	RMA AUTOMOTIVE	604 010	Disponible
ER 3	Land Rover Defender 110 Station Wagon + 1 cantine + 1 roue secours	Land Rover	Defender 110	SALLDHMT8BA400965	11/01/2012	18 318 695	27 927	RMA AUTOMOTIVE	604 010	Disponible
ER 4	Peugeot 308 Berline Essence	Peugeot	308	VF34CN6A5BS28 5452	26/01/2012	9 100 091	13 873	CFAO MOTORS	604 010	Disponible

MD

+

ANNEXE 6.3 :

Fiche d'enregistrement au patrimoine de l'Etat - MATDAT des équipements transférés

OEM N° 2058 DU 11 07 2013

ORDRE DE MOUVEMENT

● Entrée
○ Sortie

ORIGINE	DESTINATION
Commande : N° . du	
Fournisseur D A F M A T C L	
Facture N° du	
Livraison totale ●	Livraison partielle ○
☐ Magasin	● Magasin
☐ Détenteur	☐ Mise en Consommation
☐ Autre Bureau Comptable	☐ Reforme
☐ Divers	☐ Autre Bureau Comptable
	☐ Divers

MATIERES		QUANTITE		VALEUR		OBSERVATIONS
Code	Désignation	Unité	Totale	Unitaire	Totale	
5.5.2010	CLIMATISEUR SHARP SPLIT 2 CV	P	1	333 226	333 226	REMISE DE MATERIELS BUREAUTIQUES ET LOGISTIQUES A LA DGCT SUITE A LA CLOTURE DU PROJET PARADER FINANCE PAR L'UNION EUROPEENNE ET LE ROYAUME BELGIQUE ET MIS EN OEUVRE PAR LA COOPERATION BELGE (CTB-MALI)
5.5.394	CHAISE VISITEUR	P	3	25 000	75 000	
5.1.872	ARMOIRE METALLIQUE 2BTS	U	1	120 000	120 000	
5.1.853	TABLE BUREAU	U	1	160 000	160 000	
5.1.1140	ETAGERE	U	1	75 000	75 000	
5.1.869	CHAISE BOURÉE	U	1	29 000	29 000	
5.1.423	TABLE POUR IMPRIMANTE	P	1	45 000	45 000	
5.2.2338	IMPRIMANTE MULTIFONCTION	U	1	520 000	520 000	
2.1.574	DISQUE DUR EXTERNE	P	1	45 379	45 379	
5.2.2557	ORDINATEUR PORTABLE DELL	U	1	338 723	338 723	
2.1.156	PERFORATEUR	P	1	6 000	6 000	
5.6.2500	CALCULATRICE CASIO	U	1	7 000	7 000	
5.1.367	STABILISATEUR 2000VA	U	1	32 000	32 000	
10.8.596	RALLONGE	P	1	7 445	7 445	
5.7.2682	BUREAU AVEC TIROIRS	U	1	190 000	190 000	
5.1.952	FAUTEUIL DEMI MINISTRE	P	1	180 000	180 000	

ORIGINE		DESTINATION
Commande : N° . du		☒ Magasin ☐ Mise en Consommation ☐ Reforme ☐ Autre Bureau Comptable ☐ Divers
Fournisseur D A F M A T C L		
Facture N° du		
Livraison totale ☒ Livraison partielle ☐		
☐ Magasin ☐ Détenteur ☐ Autre Bureau Comptable ☐ Divers		

Code	MATIERES	Unité	QUANTITE		VALEUR		OBSERVATIONS
				Totale	Unitaire	Totale	
5.5.2010	CLIMATISEUR SHARP SPLIT 2 CV	P		1	333 226	333 226	
5.5.394	CHAISE VISITEUR	P		3	25 000	75 000	
5.1.872	ARMOIRE METALLIQUE 2BTS	U		1	120 000	120 000	
5.1.1140	ETAGERE	U		1	90 000	90 000	
2.1.156	PERFORATEUR	P		1	6 000	6 000	
5.6.2500	CALCULATRICE CASIO	U		1	7 000	7 000	
5.7.2682	BUREAU AVEC TIROIRS	U		1	190 000	190 000	
5.5.1895	FAUTEUIL DEMI MINISTRE	U		1	180 000	180 000	
5.5.2010	CLIMATISEUR SHARP SPLIT 2 CV	P		1	333 226	333 226	
5.5.394	CHAISE VISITEUR	P		3	25 000	75 000	
5.1.872	ARMOIRE METALLIQUE 2BTS	U		1	120 000	120 000	
10.8.634	COFFRE FORT	U		1	300 000	300 000	
2.1.574	DISQUE DUR EXTERNE	P		1	45 379	45 379	
5.2.2557	ORDINATEUR PORTABLE DELL	U		1	338 723	338 723	
2.1.156	PERFORATEUR	P		1	6 000	6 000	
5.6.2500	CALCULATRICE CASIO	U		1	7 000	7 000	
5.6.1927	CAISSE	U		1	30 000	30 000	CAISSE DE MONEY
5.5.394	CHAISE VISITEUR	P		3	25 000	75 000	
5.1.853	TABLE BUREAU	U		1	100 000	100 000	
10.1.552	COFFRET	U		1	85 000	85 000	
5.9.2633	SWITCH RESEAU 24 PORTS	U		1	55 000	55 000	
5.7.2113	ONDULEUR APC 650VA	U		1	70 000	70 000	
5.1.370	STABILISATEUR 3000 VA	U		1	65 000	65 000	
10.7.532	TELEPHONE POSTE COMBINE	U		1	20 140	20 140	
5.2.2513	CLIMATISEUR CHARPP 1,5 CV	U		1	235 000	235 000	
5.5.2010	CLIMATISEUR SHARP SPLIT 2 CV	P		1	333 226	333 226	
5.1.1098	REFRIGERATEUR	U		1	223 025	223 025	

ORIGINE		DESTINATION
Commande : N° . du		☒ Magasin ☐ Mise en Consommation ☐ Reforme ☐ Autre Bureau Comptable ☐ Divers

Code	MATIERES	QUANTITE		VALEUR		OBSERVATIONS
		Unité	Totale	Unitaire	Totale	
5.5.394	CHAISE VISITEUR	P	8	25 000	200 000	
5.1.1140	ETAGERE	U	2	75 000	150 000	
5.1.1141	TABLE DE REUNION	U	1	80 000	80 000	
5.1.869	CHAISE BOURÉE	U	1	29 000	29 000	
5.1.1142	COPIEUR MULTIFONCTION	U	1	3 302 088	3 302 088	
10.1.71	VIDEO PROJECTEUR	P	1	69 814	69 814	
5.7.2690	STABILISATEUR 3000 VA	P	2	65 000	130 000	
6.2.417	PERFORE LIEUSE COMBIND C12	U	1	80 000	80 000	
10.8.596	RALLONGE	P	1	7 445	7 445	
5.6.2500	CALCULATRICE CASIO	U	1	12 000	12 000	DJ-220-240
5.5.2010	CLIMATISEUR SHARP SPLIT 2 CV	P	1	333 226	333 226	
5.1.1141	TABLE DE REUNION	U	4	72 500	290 000	
5.1.869	CHAISE BOURÉE	U	18	29 000	522 000	
2.1.544	ROUTER	P	1	60 000	60 000	WIFI
5.1.443	TABEAU PADEX	P	1	45 000	45 000	
5.1.367	STABILISATEUR 2000VA	U	1	32 000	32 000	
10.8.596	RALLONGE	P	1	7 445	7 445	
5.5.2010	CLIMATISEUR SHARP SPLIT 2 CV	P	1	333 226	333 226	
5.2.2557	ORDINATEUR PORTABLE DELL	U	1	338 723	338 723	
10.1.782	CANON A800 NUMERIQUE	U	1	43 234	43 234	
10.8.596	RALLONGE	P	1	7 445	7 445	
5.2.2557	ORDINATEUR PORTABLE DELL	U	1	338 723	338 723	
5.5.2010	CLIMATISEUR SHARP SPLIT 2 CV	P	1	333 226	333 226	
8.1.3238	BATTERIE SUPPLEMENTAIRE	U	9	29 479	265 311	DELL
6.1.762	LAMPE	U	4	69 922	279 688	ACER
2.1.574	DISQUE DUR EXTERNE	P	1	45 379	45 379	

ORIGINE

Commande : N° _____ du _____

Fournisseur D A F M A T C L

Facture N° _____ du _____

Livraison totale ☒ Livraison partielle ☐

☐ Magasin

☐ Détenteur

☐ Autre Bureau Comptable

☐ Divers

DESTINATION

☒ Magasin

☐ Mise en Consommation

☐ Reforme

☐ Autre Bureau Comptable

☐ Divers

MATIERES		QUANTITE		VALEUR		OBSERVATIONS
Code	Désignation	Unité	Totale	Unitaire	Totale	
5.2.2557	ORDINATEUR PORTABLE DELL	U	1	338 723	338 723	
10.8.596	RALLONGE	P	1	7 445	7 445	
2.1.574	DISQUE DUR EXTERNE	P	2	45 379	90 758	
5.2.2557	ORDINATEUR PORTABLE DELL	U	1	338 723	338 723	
10.8.596	RALLONGE	P	1	7 445	7 445	
10.1.782	CANON A800 NUMERIQUE	U	1	43 234	43 234	
6.6.297	SOUFFLEUR	U	2	15 000	30 000	
5.2.2557	ORDINATEUR PORTABLE DELL	U	1	338 723	338 723	
10.6.500	APPAREIL DYMO LABEL/MANAGER	U	1	90 000	90 000	
2.1.574	DISQUE DUR EXTERNE	P	1	45 379	45 379	
5.2.2557	ORDINATEUR PORTABLE DELL	U	1	338 723	338 723	
10.8.596	RALLONGE	P	1	7 445	7 445	
8.2.823	LAND ROVER DEFENDER 110 STATION WAGON + 1 CANTINE + 1 ROUE SECOUR	U	3	18 318 695	54 956 085	
8.2.824	PEUGEOT 308 BERLINE ESSENCE	U	1	9 100 091	9 100 091	
5.1.853	TABLE BUREAU	U	1	100 000	100 000	
2.1.574	DISQUE DUR EXTERNE	P	1	45 379	45 379	
5.2.2557	ORDINATEUR PORTABLE DELL	U	1	338 723	338 723	
Frais de gestion :		0	Total HT :	79 233 567	TVA :	

L'ORDONNATEUR MATIERES

Ministère de l'Administration
et de l'Aménagement du Territoire

Direction des Finances
et du Matériel Adjoint

à _____

le _____

LE COMPTABLE MATIERES

Ministère de l'Administration
et de l'Aménagement du Territoire

Comptable Matière

à _____

le _____

LE BENEFICIAIRE

à _____

le _____

Page 4 de 4

ANNEXE 7. FORMATIONS

Sans objet.

ANNEXE 8. INTERVENTIONS DES BAILLEURS DE FONDS

BAILLEURS DE FONDS INTERVENANT DANS LE MÊME PROJET				
Bailleurs de fonds	Nom de l'intervention	Budget	Principaux objectifs	Commentaires
UNION EUROPEENNE (10^{ème} FED)	Programme d'Appui à la Réforme Administrative, à la Décentralisation et au Développement Economique Régional (PARADDER)	75.000.000 EUR	Contribuer à la réduction de la pauvreté à travers la poursuite de la mise en œuvre du Programme de Développement Institutionnel et du Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation. Appuyer la poursuite de la mise en œuvre effective des politiques de réforme de l'Etat et décentralisation y inclus le développement économique régional des Régions du Nord et du Delta du Niger et les secteurs décentralisés (santé, éducation, hydraulique).	Convention de délégation avec la CTB pour le volet DER des régions de Gao, Kidal et Tombouctou pour un montant de 6.000.000 EUR financé par le PARADDER.
BELGIQUE	Projet d'Appui Institutionnel au Développement Economique Régional dans les Régions de Gao, Kidal et Tombouctou.	1.800.000 EUR	Renforcer les capacités des Assemblées Régionales de Gao, Kidal et Tombouctou pour le pilotage du Développement Economique Régional.	Convention Spécifique reposant sur la convention de délégation avec l'UE.
BAILLEURS DE FONDS CONTRIBUANT À UN MÊME OBJECTIF SPÉCIFIQUE				
Bailleurs de fonds	Nom de l'intervention	Budget	Principaux objectifs	Commentaires
COOPERATION ALLEMANDE : Die Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)	Programme de renforcement des capacités des Assemblées Régionales de Ségou et Mopti pour la maîtrise d'ouvrage du développement économique régional (DER)	9.000.000 EUR	Améliorer le fonctionnement interne et les performances des Assemblées régionales en matière de (1) en matière de leadership régional, (2) de formulation de stratégies et projets de DER, (3) de négociation de contrat-plan avec l'Etat, (4) de contribution au débat politique national sur la problématique du DER et (5) de maîtrise d'ouvrage de la réalisation et de la gestion d'investissement (structurants et productifs).	Convention de délégation PARADDER pour le cofinancement du projet pour un montant de 6.000.000 EUR.

			Améliorer les capacités des opérateurs économiques régionaux opérant sur les filières porteuses prioritaires dans les régions de Ségou et Mopti.	
BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BAD)	Projet d'appui à la décentralisation et au développement économique régional (PADDER)	Don : 5.622.319 EUR Prêt : 5.622.319 EUR	Créer un environnement institutionnel, organisationnel et de bonne gouvernance territoriale favorable au développement économique régional à travers le renforcement du partenariat public/privé/société civile régionale. Relancer les activités économiques dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Mopti et Ségou à travers le renforcement de l'inter collectivité économique et des capacités institutionnelles, techniques et financières de tous les acteurs intervenant au niveau régional.	Date de clôture du projet 31/12/2012.
COOPERATION SUISSE (DDC)	Programme de développement rural et des économies locales (2012/2015) dans les Régions de Sikasso, Mopti et Tombouctou.	41.000.000 CHF.	Les collectivités territoriales et leurs regroupements réalisent des infrastructures de désenclavement et de production dont ils assument une gestion rentable s'insérant dans une vision consensuelle et pragmatique à moyen terme. Les Entreprises Agricoles et Artisanales augmentent leur production, améliorent leurs revenus et reçoivent de leurs faitières des services utiles. Les groupes vulnérables (femmes, jeunes) accèdent de manière équitable aux espaces agro-pastoraux aménagés, les exploitent et augmentent leurs revenus Le secteur privé investit dans le développement des filières porteuses et fournit des prestations professionnelles pour la gestion des équipements marchands.	

ANNEXE 9 : RAPPORT DE VERIFICATION DES DEPENSES

**Rapport de vérification des dépenses
dans le cadre de la convention de délégation entre l'Union
européenne (la Commission) et la Coopération Technique Belge (CTB)
n° 2011/265-13 concernant l'action:
Appui institutionnel au développement économique régional auprès
des Assemblées Régionales de Tombouctou, Gao et Kidal (PARADDER)**

Table des matières

	Page
RAPPORT D'OBSERVATIONS FACTUELLES	2
A. INFORMATIONS RELATIVES AU PROTOCOLE	5
B. PROCÉDURES EXÉCUTÉES ET OBSERVATIONS FACTUELLES	5
 ANNEXE 1 RAPPORT FINANCIER RELATIF AU CONTRAT DE SUBVENTION	
ANNEXE 2 LETTRE DE MISSION	

Rapport d'observations factuelles

Madame Jeanine Simbizi
Coopération Technique Belge Mali
Badalabougo Est – Rue 25 – Porte 251
BP E-4804 Bamako
Mali

Le 12 juillet 2012

Conformément à lettre de mission datée du 25 juin 2012 (lettre de mission), nous vous transmettons notre rapport d'observations factuelles (rapport) relatif au rapport financier annexé (annexe 1 du présent rapport) pour la période de mise en œuvre du 15/7/2011 au 31/05/2012, et la période de clôture du 1/6/2012 au 31/07/2012.

Vous avez demandé l'exécution de certaines procédures en relation avec votre rapport financier et la convention de délégation entre l'Union européenne (la Commission) et la Coopération Technique Belge (la CTB) n° 2011/265-13 (la convention) se rapportant à l'action: Appui institutionnel au développement économique régional auprès des Assemblées Régionales de Tombouctou, Gao et Kidal -PARADDER- (l'action).

Objectif

Notre mandat portait sur une vérification des dépenses consistant à exécuter certaines procédures convenues en ce qui concerne le rapport financier relatif à la convention passée entre vous et la Commission. Notre objectif, dans le cadre de cette vérification des dépenses, était de mettre en œuvre certaines procédures que nous avons approuvées et de vous soumettre un rapport d'observations factuelles en relation avec les procédures exécutées.

Normes et éthique

Nous avons exécuté notre mandat dans le respect de la norme International Standard on Related Services («ISRS») 4400 *Engagements to perform Agreed-upon Procedures regarding Financial Information* [Missions d'exécution de procédures convenues en matière d'information financière], éditée par l'International Federation of Accountants («IFAC»).

Procédures exécutées

Comme demandé, nous n'avons exécuté que les procédures énumérées dans la lettre de mission datée du 25 juin 2012.

Ces procédures ont été exécutées uniquement dans le but d'aider la CTB et la Commission à vérifier que les dépenses que vous avez déclarées dans le rapport financier annexé rentrent dans le cadre de la convention. Les procédures exécutées n'ont pas visé le concept de 'value for money'.

Étant donné que les procédures exécutées par nos soins ne constituaient ni un audit ni un examen effectué conformément aux normes internationales d'audit ou applicables aux missions d'examen, nous ne fournissons aucune assurance concernant le rapport financier ci-annexé.

Si nous avons exécuté d'autres procédures, un contrôle des comptes ou un examen des états financiers du bénéficiaire en application des normes internationales d'audit, il n'est pas exclu que d'autres points auraient attiré notre attention et vous auraient été communiqués.

Sources d'information

Le rapport présente les informations que vous nous avez fournies en réponse à des questions spécifiques ou que nous avons obtenues et déduites de vos comptes et relevés.

Observations factuelles

Les dépenses qui font l'objet de la vérification s'élèvent à un total de 387.821 EUR. Le ratio de couverture des contrôles est de 65% de la totalité des dépenses de l'action. Ce ratio représente le montant total des dépenses contrôlées par nos soins, exprimé en pourcentage du total des dépenses soumises à vérification. Ce dernier montant est égal au total des dépenses que vous avez déclarées dans le rapport financier. Nous détaillons les observations factuelles qui résultent des procédures que nous avons exécutées au chapitre 2 du présent rapport.

Utilisation du présent rapport

Le présent rapport n'a d'autre finalité que celle formulée dans l'objectif précisé ci-dessus. Confidentiel et réservé à votre usage personnel, il a été établi dans le seul but que vous le soumettiez à la Commission au titre des exigences définies entre la Commission et la CTB. Ce rapport ne peut être utilisé à d'autres fins que celles prévues ni communiqué à d'autres parties.

La Commission n'est pas partie de l'accord conclu entre vous et nous et, par conséquent, nous n'avons pas de devoir de diligence à l'égard de la Commission qui peut s'appuyer sur le présent rapport de vérification des dépenses à ses risques et à sa discrétion. La Commission peut vérifier elle-même les procédures et observations que nous avons notifiées et tirer ses propres conclusions des observations factuelles que nous avons rapportées.

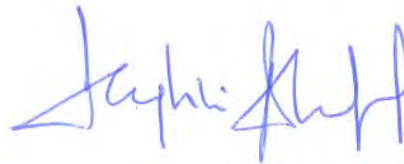
La CTB et la Commission ne peuvent transmettre le présent rapport qu'aux parties dûment habilitées à en prendre connaissance.

Le présent rapport concerne exclusivement le rapport financier visé ci-dessus et ne s'étend à aucun de vos états financiers.

BDO Réviseurs d'Entreprises Soc. Civ. SCRL



Michel Grignard
Associé



Abdellah I. Serghini
Senior Manager

A. Informations relatives à la Convention

La convention est relative à l'action « Appui institutionnel au développement économique régional auprès des Assemblées Régionales de Tombouctou, Gao et Kidal (PARADDER) ». L'action a pour objectif global de contribuer au développement économique des régions du Nord du Mali comme facteur important de stabilité et de paix dans la sous-région. Son objectif spécifique est que le développement économique régional soit piloté par les Assemblées Régionales dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal.

Le budget initial du projet s'élève à 7,8 millions d'euros. La convention de mise en œuvre a été signée le 5 octobre 2010. Compte tenu de l'évolution de la situation politique au Mali, particulièrement de la situation sécuritaire, dans les trois régions d'intervention du projet, la délégation de l'Union Européenne à Bamako, a résilié la convention de délégation à partir du 1^{er} Mai 2012 (courrier daté du 16 avril 2012).

La CTB était chargée de la mise en œuvre du projet selon la convention. La CTB est l'agence belge de développement. Elle concrétise l'engagement de l'État belge pour la solidarité internationale en Belgique et dans les pays en développement. Le principal donneur d'ordre de la CTB, c'est l'État belge, plus précisément la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD). Par le biais de son département Services internationaux, la CTB met aussi en œuvre des missions pour le compte d'autres donneurs d'ordre, tels que la Commission européenne, la Banque mondiale, etc. Ses interventions sont fréquemment réalisées en cofinancement avec d'autres donateurs (pays ou organisations), ce qui permet de réaliser des économies d'échelle et d'accroître l'impact des interventions. La CTB gère plus de 300 projets et programmes de coopération dans une vingtaine de pays en Afrique, en Asie et en Amérique latine. En 2011, son chiffre d'affaires était de 253 millions d'euros.

B. Procédures exécutées et observations factuelles

Nous avons exécuté les procédures spécifiques énumérées dans la lettre de mission pour une vérification des dépenses dans le cadre de la convention. Ces procédures sont les suivantes:

- 1 procédures générales;
- 2 procédures de vérification de la conformité des dépenses avec le budget et contrôle analytique;
- 3 procédures de vérification des dépenses sélectionnées.

Le total des dépenses que nous avons vérifiées s'élève à 387.821 EUR et est résumé dans le tableau ci-dessous. Le ratio global de couverture des dépenses est de 65%.

	Budget initial	Réalisations			Vérifications	
		au 31/05/2011	Engagements	Total	Montant	%
1. Ressources humaines	2.561.137 €	281.722 €	65.643 €	347.365 €	220.819 €	64%
2. Voyages	119.200 €	21.852 €	- €	21.852 €	7.183 €	33%
3. Equipement, Matériel et fournitures	303.443 €	140.053 €	- €	140.053 €	111.341 €	79%
4. Bureau local	646.800 €	39.736 €	- 788 €	38.948 €	18.531 €	48%
5. Autres coûts et services	922.380 €	5.830 €	- €	5.830 €	3.828 €	66%
6. Autres	2.700.670 €	10.106 €	- €	10.106 €	6.604 €	65%
Sous-total coûts directs éligibles	7.253.630 €	499.299 €	64.855 €	564.154 €	368.305 €	65%
7. Provoision pour imprévus	153.847 €	- €	- €	- €	- €	N/A
Total coûts directs éligibles	7.407.477 €	499.299 €	64.855 €	564.154 €	368.305 €	65%
Coûts administratifs contribution UE	392.523 €	26.458 €	3.437 €	29.895 €	19.517 €	65%
Total	7.800.000 €	525.757 €	68.292 €	594.049 €	387.821 €	65%

Nous avons contrôlé les dépenses sélectionnées, telles que présentées dans le tableau synthétique ci-dessus, et nous avons exécuté, pour chaque poste de dépenses sélectionné, les procédures de vérification d'application conformément à la lettre de mission.

Nous notifions ci-dessous les observations factuelles qui résultent de ces procédures:

Procédures générales

Termes et conditions du protocole

Nous avons acquis une connaissance suffisante de la convention.

Rapport financier relatif au protocole

Le rapport financier relatif à l'action est annexé au présent rapport.

Règles de comptabilité et de tenue des comptes

La gestion financière et comptable du projet est assurée à l'aide de l'application FIT (« Financial Information Tool ») et repose sur les principes d'une comptabilité de trésorerie.

Comparaison entre le rapport financier et le système et les documents comptables du bénéficiaire

Nous avons vérifié la concordance entre le rapport financier et les documents comptables du bénéficiaire et n'avons pas identifié d'erreurs ou d'exceptions significatives à signaler.

Taux de change

La conversion des dépenses réalisées en devises autres que l'euro repose sur l'utilisation des taux de conversion bancaires appliqués aux appels de fonds (« cash calls ») durant la période de référence du rapport. La conversion est réalisée en fonction d'un algorithme utilisant la méthode FIFO (« First In First Out »).

Procédures de vérification de la conformité des dépenses avec le budget et contrôle analytique

En raison de la résiliation anticipée de la convention, le taux d'exécution du budget est faible.

Budget

Le budget total du projet est de 7,8 Millions d'euros dont le financement par l'Union européenne couvre un montant de 6 millions d'euros équivalent à 76,92% et le financement par la coopération bilatérale est de 1,8 millions d'euros, soit 23,08%. Les coûts directs sont financés à hauteur de 75,70% par l'Union européenne.

En raison de l'arrêt anticipé de l'action, le budget n'a pas été entièrement utilisé.

Procédures de vérification des dépenses sélectionnées

Nous avons signalé plus loin toutes les exceptions résultant des procédures de vérification des dépenses, dans la mesure où ces procédures s'appliquaient au poste de dépenses sélectionné.

Annexe 1 Rapport financier relatif à la convention

Annexe 2 Lettre de mission



APPUI INSTITUTIONNEL AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE REGIONAL – DER NORD
(MLI 09 029 1T/MLI 10 035 11)

RAPPORT FINANCIER AU 31/05/2012

Code FIT	Dépenses	BUDGET DTA	Engagement au 31/05/2011	Dépenses réalisées au 31/05/2011	Solde budgétaire au 21/05/2011
A_01	1. RESSOURCES HUMAINES	2.561.137	65.643	281.722	2.213.772
A_01_01 à A_01_02	1.1 Salaires personnel local	938.001	23.388	82.178	832.435
A_01_03	1.2 Salaires personnel expatrié/international	1.407.600	42.255	170.110	1.195.235
A_01_04 à A_01_08	1.3 Per diems pour missions/voyages	215.536	0	29.434	186.102
A_02	2. VOYAGES	119.200	0	21.851	97.349
A_02_01 à A_02_02	2.1. Voyages internationaux	55.000	0	0	55.000
A_02_03 à A_02_04	2.2. Trajets locaux	64.200	0	21.851	42.349
A_03	3. EQUIPEMENT, MATERIEL ET FOURNITURES	303.443	0	140.053	163.390
A_03_01	3.1 Achat ou location de véhicules (Appui projet & Act 3.1)	192.843	0	107.779	85.064
A_03_02	3.2 Mobilier, matériel d'ordinateur	74.600	0	25.941	48.659
A_03_03	3.3 Groupes électrogènes AR	30.000	0	0	30.000
A_03_04	3.5 Turaya AR	6.000	0	6.333	-333
A_04	4. BUREAU LOCAL	646.800	-788	39.736	607.852
A_04_01 à A_04_02	4.1 Coût du/des véhicules	422.400	0	3.843	418.557
A_04_03 à A_04_04	4.2 Location de bureaux	70.800	437	26.277	44.085
A_04_05 à A_04_06	4.3 Consommables - Fournitures de bureau	43.200	0	4.567	38.633
A_04_07 à A_04_09	4.4 Autres services (tél/fax, électricité/chauffage, maintenance)	110.400	-1.226	5.048	106.578
A_05	5. AUTRES COUTS ET SERVICES	922.380	0	5.830	916.550
A_05_01	5.1 Publications	114.000	0	0	114.000
A_05_02	5.2 Etudes, recherche	552.000	0	0	552.000
A_05_03	5.3 Coûts de vérification	68.000	0	5.334	62.666
A_05_04	5.4 Coûts d'évaluation	94.380	0	9	94.371
A_05_05	5.6 Services financiers (coûts de garantie bancaire, etc)	4.000	0	162	3.838
A_05_06	5.7 Coûts des conférences/séminaires	75.000	0	0	75.000
A_05_07	5.8 Actions de visibilité	15.000	0	325	14.675
A_06	6. AUTRE	2.700.670	0	10.106	2.690.564
A_06_01	6.1 Sécurité	334.000	0	7.095	326.905
A_06_02	6.2 Activité 1.1 : Elaboration profils territoriaux	72.000	0	0	72.000
A_06_03	6.3 Activité 1.2 : Plan d'action DER	165.000	0	0	165.000
A_06_04	6.4 Activité 1.3 : Elaboration contrat plan Etat / Région	12.000	0	0	12.000
A_06_05	6.5 Activité 2.1 : RC acteurs économiques	240.000	0	0	240.000
A_06_06	6.6 Activité 2.2 : Appui MO projets DER	143.040	0	0	143.040
A_06_07 à A_06_09	6.7 Activité 2.3 : Fonds d'impulsion DER / procédures FDER ANICT - FED / CROCSAD	918.250	0	0	918.250
A_06_10	6.9 Activité 2.4 : Suivi investissements régionaux	150.000	0	0	150.000
A_06_11	6.10 Activité 2.5 : Communication & promotion AR	150.000	0	0	150.000
A_06_12 à A_06_14	6.11 Activité 3.1 : Formations / appuis ponctuels AR	138.380	0	0	138.380
A_06_15 à A_06_16	6.12 Activité 3.2 : Appuis STDE / Animation forum consultatif	240.000	0	3.012	236.988
A_06_17 à A_06_19	6.13 Activité 3.3 : Site webs / IEC / Ateliers - concours théâtre dans lycées	138.000	0	0	138.000
	7. Sous-total Coûts directs éligibles de l'Action (1.-6.)	7.253.630	64.855	499.298	6.689.477
X_01_01	8. Provision pour imprévus	153.847			153.847
	Ajustement			0	-0
	9. Total Coûts directs éligibles de l'Action (7.+ 8.)	7.407.477	64.855	499.298	6.843.324
Z_01_01	10. Coûts administratifs contribution UE*	392.523	3.437	26.458	362.629
	11. Total des coûts éligibles (9 +10)	7.800.000	68.292	525.756	7.205.952

STRICTEMENT CONFIDENTIEL

CTB Mali
Madame Jeanine SIMBIZI
Représentante Résidente
Badalabougo Est - Rue 25 - Porte 251
BP E-4804 Bamako Mali

Date: June 25th, 2012
Ref.: L1000 ldw AS CTB

Madame,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous confirmer notre accord d'effectuer l'exécution d'une vérification des dépenses et l'établissement d'un rapport dans le cadre de la convention de délégation entre l'Union européenne («la Commission») et la Coopération Technique Belge («la CTB») n° 2011/265-13 concernant l'action: Appui institutionnel au développement économique régional auprès des Assemblées Régionales de Tombouctou, Gao et Kidal («la convention»).

1. Responsabilités et limites du contrôle

Nous vous confirmons que BDO Réviseurs d'Entreprises Soc. Civ. SCRL (« BDO ») est membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, qui est, elle-même, membre de l'International Federation of Accountants (IFAC).

Il incombe à la CTB de fournir un rapport financier sur l'action qui respecte les termes et conditions de la convention et de veiller à ce qu'une comparaison puisse être effectuée entre celui-ci et son système de comptabilité et de tenue des comptes, ainsi que ses comptes et relevés. Il appartient à la CTB de fournir des informations suffisantes et adéquates, à la fois financières et non financières, pour étayer le rapport financier.

La CTB reconnaît que la capacité de BDO d'exécuter les procédures décrites dans la présente lettre dépend effectivement de l'accès total et inconditionnel à son personnel et à son système de comptabilité qu'elle garantit à BDO.

BDO est chargé d'exécuter les procédures convenues de la façon définie dans la présente lettre de mission et de soumettre un rapport d'observations factuelles à la CTB.

2. Objet de la mission

La présente mission a pour objet le rapport financier relatif à la convention pour la période du 5 octobre 2010 au 15 juin 2012 du projet intitulé « Appui institutionnel au développement économique régional auprès des Assemblées Régionales de Tombouctou, Gao et Kidal ».

La CTB est tenue de soumettre à la Commission un rapport de vérification des dépenses établi par un auditeur externe pour étayer les paiements sollicités.

Cette vérification des dépenses porte sur l'exécution de certaines procédures convenues en ce qui concerne le rapport financier relatif à la convention. Cette vérification doit permettre à BDO d'appliquer les procédures spécifiques énumérées dans le paragraphe 4 et de soumettre à la CTB un rapport d'observations factuelles en ce qui concerne les procédures de vérification mises en œuvre. Dans le cadre de cette vérification, BDO examine les informations factuelles contenues dans le rapport financier de la CTB et les compare aux termes et conditions de la convention. Cette mission ne contenant aucun engagement d'assurance, BDO ne fournit aucun avis d'audit et aucune assurance. La Commission évalue les observations factuelles communiquées par BDO et en tire ses propres conclusions.

3. Normes et éthique

BDO exécute cette mission dans le respect de la norme International Standard on Related Services (« ISRS ») 4400 Engagements to perform Agreed-upon Procedures regarding Financial Information [Missions d'exécution de procédures convenues en matière d'information financière], éditée par l'IFAC;

4. Procédures

BDO planifie les activités de manière à permettre l'exécution d'une vérification efficace des dépenses. BDO met en œuvre les procédures suivantes :

- Acquisition d'une connaissance suffisante de la convention et de ses annexes ;
- Vérification que le rapport financier est conforme à la convention;
- Vérification que la période couverte par le rapport financier concorde avec la période indiquée dans la convention;
- Comparaison des informations contenues dans le rapport financier avec le système et les documents comptables de la CTB ;
- Exécution d'un contrôle analytique des rubriques de dépenses du rapport financier ;
- Vérification que le budget mentionné dans le rapport financier correspond à celui de la convention ;
- Vérification que les dépenses relatives à un poste sélectionné ont été effectivement encourues par la CTB;
- Vérification que les dépenses relatives à un poste sélectionné ont été encourues durant la période de mise en œuvre du projet ;
- Vérification que les coûts administratifs n'excèdent pas 7 % des coûts directs.

5. Établissement de rapport

Le rapport de vérification des dépenses devrait décrire l'objectif, les procédures convenues et les observations factuelles de la mission d'une manière suffisamment détaillée pour permettre à la CTB et à la Commission de comprendre la nature et la portée des procédures exécutées par BDO et des observations factuelles communiquées par BDO.

6. Honoraires

Les honoraires de la mission s'élèvent à 4.000 EUR HTVA.

Nous vous remercions vivement d'avoir consulté notre cabinet pour la réalisation de cette mission.

Vous trouverez en annexe un exemplaire de nos conditions générales. Si vous marquez votre accord sur nos conditions générales et sur ce qui précède, vous seriez bien aimable de nous retourner la présente lettre, signée pour accord. Par votre signature, la présente lettre sera considérée comme un ordre de mission.

Salutations distinguées,



BDO Réviseurs d'Entreprises Soc. Civ. SCRL

Abdellah I. SERGHINI

Annexes : conditions générales

Signature et Cachet pour accord du client



CTB MALI
AGENCE BELGE DE
BADALABOUGOU EST RUE 25
PORTE 151 - BAMAKO
T +223 20 23 96 42
F +223 20 23 67 27

Date,

27/06/2012

Signature de Jeanne SIMBI Z
Représentant Résident